

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 20 AVRIL 2015

Envoyé en préfecture le 28/04/2015

Reçu en préfecture le 28/04/2015

DELEGUES :		SEBA EAU
Nombre	Affiché le	79
Quorum		40
Présents		49
Pouvoirs		6
Votants		55
Abstentions		0
Suffrages exprimés		55
Majorité requise		28
Pour		55
Contre		0

OBJET : 2.3 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – COOPERATION TRANSFRONTALIERE - PROJET DIAM DIAM AU SENEGAL – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES -

L'an deux mille quinze, le vingt du mois d'avril, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias - Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ Mme MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon)/GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierrres) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland (Lachapelle S/s Aubenas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / PERBOST Serge et CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : Mme CHAGNOL Dominique, MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche) / M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. CLADT Bernard M. BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) à M. CHAMBON Roland M. ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) à Mme DUMAS Jacqueline M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert
--	---

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: MM. CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentière) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / MM. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes)
--	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / Mme AMET Maryse (Largentière) / M. RISSE Michel (Malbosc) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) /MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. GRASSET Guillaume (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. ETIENNE Claude (Chirois) / CONTESSO Franck (Fons) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. LADREYT Jean-Pierre
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. LAPIERRE Michel (Rocher) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / ESPERANDIEU Jean-Claude (St André-De-Cruzières) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / M. PERRIER Bernard (Uzer)	
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

**OBJET : 2.3 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – COOPERATION TRANSFRONTALIERE –
PROJET DIAM DIAM AU SENEGAL –
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES**

Dans le cadre législatif défini par la loi Oudin-Santini du 09 février 2005, le SEBA a manifesté une première fois sa volonté de participer à des actions de solidarité internationale en vue d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations les plus défavorisées des Pays du Sud et notamment le Sénégal en partenariat avec l'ADOS.

Sollicité par l'Association « Hydraulique Sans Frontières », association spécialisée dans le domaine de l'eau, actrice du développement durable et de l'éducation au développement, il est proposé d'être porteur d'une nouvelle action dans le village de DIAM DIAM, au Sud du Sénégal, en vue d'y réaliser la première phase de l'alimentation en eau potable dont la dimension humaine et territoriale correspond à celle de ses domaines d'intervention et à ses préoccupations dans les aspects tant techniques qu'environnementaux

Pour ce faire, le SEBA est parvenu à sensibiliser des entreprises de la région pour participer activement à la réalisation du projet, à savoir : Rampa, Saint-Gobain Pam, Saur et Véolia, via leur fondation éponyme. La contribution de ces entreprises s'élève à la somme de 33 000 €.

HSF intervient principalement dans les zones rurales isolées des pays du Sud et ses projets sont toujours réalisés à la demande d'une association locale ou de la diaspora, en partenariat avec d'autres structures telles que des associations ou des collectivités publiques pour lesquelles elle met ses compétences techniques à leur service.

Le projet est réalisé en deux phases, dont la première consiste principalement :

- En matière d'eau potable, en l'étude et la réalisation d'un forage de 100 m de profondeur avec un local technique équipé d'un groupe électrogène ou de panneaux solaires et un périmètre de sécurité ainsi que la formation technique de deux agents, la sensibilisation au prix de l'eau, aux bonnes pratiques d'hygiène pour le puisage et la conservation de l'eau;
- En matière d'assainissement, en la réalisation de trois blocs de latrine publiques doubles construites dans des emplacements stratégiques (place du marché, moulins, ...) ainsi que la formation à la création et à l'utilisation de compost.

Le montant prévisionnel de la phase 1 du projet est évalué à 109 662 €. Pour le réaliser il est proposé que le SEBA s'engage à attribuer une subvention de 5 500 € et à porter ce projet auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse en vue de solliciter et **obtenir** une aide à hauteur de 50% du montant du projet, soit 54 831€. Le montant total des aides SEBA et Agence de l'Eau est attendue à hauteur de 60 331 €, base sur laquelle les trois versements successifs du SEBA interviendront.

L'ensemble des dispositions sera consigné dans une convention de partenariat qui entrera en vigueur dès sa signature et qui prendra fin en tout état de cause au plus tard le 31 décembre 2017.

Le Comité Syndical est appelé à :

- APPROUVER le principe de cette coopération transfrontalière,
- ADOPTER les termes de la convention jointe **en annexe** de la présente,
- SOLLICITER l'aide de l'Agence de l'Eau à hauteur de 50 %,
- AUTORISER le Président à la signer et à faire toutes les démarches nécessaires à son accomplissement.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

SOLIDARITE INTERNATIONNALE**CONVENTION DE PARTENARIAT****ENTRE**

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche représenté par son Président, **Monsieur Jean PASCAL**, agissant
ès, qualité en vertu d'une délibération en date du 20 avril 2015 et dénommé ci-après le « SEBA »,

et

L'Association « Hydraulique Sans Frontières », association loi 1901, dont le siège social est situé 14 rue Louis
de Vignet – 73 000 Chambéry, représentée par son Président, **Monsieur Gilles Bogo**, ayant tous pouvoirs à
l'effet des présentes ci-après dénommé l'association « HSF »,

Préambule

*Dans le cadre législatif défini par la loi Oudin-Santini du 09 février 2005, le SEBA a manifesté sa volonté de
participer à des actions de solidarité internationale en vue d'améliorer l'accès à l'eau potable et à
l'assainissement des populations les plus défavorisées des Pays du sud et notamment le Sénégal.*

*Le SEBA, acteur majeur du bassin de l'Ardèche en matière d'eau potable et d'assainissement collectif et
non collectif, a su sensibiliser et réunir les entreprises de la région pour la réalisation du projet : Rampa,
Saint-Gobain Pam, Saur et Véolia via leur Fondation éponyme. Le 7 février 2015, une réunion avec
l'ensemble des partenaires, accueillie par la Société Rampa a permis de confirmer le partenariat
entreprises – collectivité publique - association et les engagements de chacun.*

*L'Association « Hydraulique Sans Frontières » est une association spécialisée dans le domaine de l'eau,
actrice du développement durable et de l'éducation au développement. Elle agit à travers six domaines
d'action : l'eau potable, l'assainissement, l'irrigation, la micro-hydroélectricité, la formation et l'éducation
au développement.*

*HSF intervient principalement dans les zones rurales isolées des pays du Sud. Les projets sont toujours réalisés
à la demande d'une association locale ou de la diaspora, en partenariat avec d'autres structures telles
que des associations ou des collectivités publiques pour lesquelles elle met ses compétences techniques
à leur service.*

*Le SEBA souhaite être partenaire d'un de ses projets au Sénégal dont la dimension humaine et territoriale
correspond à celle de ses domaines d'intervention. Le projet est conforme aux préoccupations du SEBA
dans les aspects tant techniques qu'environnementaux.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par la présente convention, l'association « HSF » s'engage

- à réaliser la première phase de l'alimentation en eau potable du village de Diam Diam au Sénégal,
telle que définie **en annexe** sous le titre « Adduction d'Eau du Village de Diam Diam – Sénégal –
Phase n°1 - Document Projet du 17/11/2014 » et comprenant 19 pages,
- et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Le montant prévisionnel de la phase 1 du projet est évalué à 109 662€.

Pour les réaliser, le SEBA s'engage à soutenir par une subvention la réalisation de ces actions.

Toute modification éventuelle du projet initial ou tout nouveau projet devra être notifié préalablement au
SEBA pour accord.

ARTICLE 2 – JUSTIFICATIONS/ OBLIGATIONS A PRODUIRE PAR HSF :

Annexe à la délibération n° 2.3 du Comité Syndical SEBA du 20/04/2015

2.1. L'Association « Hydraulique Sans Frontières » déclare :

- a) qu'elle a la personnalité juridique, qu'elle est un organisme à but non lucratif et qu'elle a la capacité de recevoir des libéralités. Elle est tenue de fournir au « **SEBA** », sur simple demande, les pièces justifiant sa constitution régulière et les pouvoirs de ses administrateurs.
- b) que les projets, objets de cette convention, présentent essentiellement un intérêt local et en particulier que l'initiative vient de ses bénéficiaires qui participent, en tant que partenaires, à tous les stades de la conception, de la réalisation, et, après achèvement, à la gestion du projet, l'un des objectifs premiers de tous les projets de l'espèce étant d'accroître les capacités de développement propres du partenaire local,
- c) qu'elle est seule responsable, à l'égard du « **SEBA** », de la bonne réalisation des projets, objets de cette convention, de leur efficacité, de tous les aspects financiers ainsi que de l'aptitude et des qualifications du personnel chargé de sa réalisation,
- d) que tous les équipements nécessaires à la pérennité et au bon fonctionnement des réalisations liées au projet (matériaux, matériels, ...), achetés avec la participation objet de la présente convention, resteront la propriété du partenaire local de l'association « **HSF** » pour le projet Diam Diam.

2.2. - L'association « HSF » s'engage :

- a) à fournir les données et renseignements la concernant, visés notamment au paragraphe 2.1.a,
- b) à communiquer la liste des autres partenaires éventuels ainsi que le montant de leur contribution dans le cofinancement dudit projet,
- c) à contracter dans les meilleurs délais une convention de mise en œuvre du projet avec les partenaires locaux, bénéficiaires du projet,
- d) à n'utiliser les fonds perçus que dans l'intérêt du projet et des populations bénéficiaires et ainsi à assurer en toute transparence l'information sur l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU SEBA**3-1 Montant de la subvention et modalités de versement**

Pour permettre à l'**association « HSF »** la mise en œuvre des objectifs définis dans la convention, le SEBA attribuera une subvention et s'engage à porter ce projet auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse.

Sur la base du projet présenté la subvention accordée par le SEBA est fixée à 5 500 € étant précisé qu'elle ne sera versée qu'en ayant la certitude d'une aide de l'Agence de l'Eau RMC d'un minimum de 54 831 €. Le montant total des aides SEBA et Agence de l'Eau est attendue à hauteur de 60 331 €, base sur laquelle les versements du SEBA interviendront.

a. Le "SEBA" procèdera au versement de la subvention en trois fois :

- 1^{er} versement : 30 % du montant, soit la somme arrondie à 18 000 € à compter la notification d'attribution de la subvention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse.
- 2nd versement : 50 % du montant, soit la somme arrondie à 30 000 € sur remise de l'attestation de démarrage des travaux par HSF.
- le solde sur présentation du rapport final visé à l'article 4 et du décompte final des dépenses et dont le montant sera calculé à concurrence de 55% du montant de la dépense réelle de l'opération, déduction des 2 versements précités, sans toutefois excéder 12 331 €.

La subvention sera créditée au compte de l'**association « Hydraulique Sans Frontières »** selon les procédures comptables en vigueur.

Annexe à la délibération n° 2.3 du Comité Syndical SEBA du 20/04/2015

Les versements seront effectués au compte :

Crédit Mutuel						
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE						
Identifiant national de compte bancaire						
Banque	Guichet	N° compte	Clé	Domiciliation		
10278	08892	00015923645	73	CCM CHAMBERY DUCS DE SAVOIE		
Identifiant international de compte bancaire						
IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1027	8088	9200	0159	2364	573
Domiciliation				BIC (Bank Identifier Code)		
CCM CHAMBERY DUCS DE SAVOIE				CMCIFR2A		
10 PLACE DE GENEVE				Titulaire du compte (Account Owner)		
73000 CHAMBERY				ASS HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES		
Tél : 08 20 89 29 00				14 RUE LOUIS DE VIGNET		
				73000 CHAMBERY		

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de virements ou de prélèvements sur votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

sous réserve du respect par le Cocontractant des obligations mentionnées à l'article 2.

Le comptable assignataire des paiements est Madame la Trésorière de Largentièrè

3-2 Contrôle comptable et vérification du projet sur place

Pour faciliter le contrôle comptable, l'**association « HSF »** tiendra une comptabilité séparée pour le projet objet de la présente convention ; toutes les dépenses effectuées pour la réalisation du projet feront l'objet de documents justificatifs.

L'**association « HSF »** veillera à ce que « le SEBA » ou ses représentants, aient accès aux différents chantiers et à tous documents justificatifs pendant la période de validité du contrat et s'engage à lui accorder son appui, si nécessaire, aux fins de procéder à quelque vérification que ce soit, relative au projet en cause.

Le SEBA, se réserve en outre la possibilité de contrôler sur place l'emploi des fonds qui auront été versés ainsi que la bonne réalisation du projet et la pérennité des ouvrages, ceci pendant une période de cinq ans après leur date d'achèvement. Les frais incombant à cette mission seront à la charge du SEBA.

L'**association « HSF »** s'engage à effectuer un contrôle régulier des réalisations pendant la durée de la présente convention et à s'assurer de l'existence de structures locales de gestion des ouvrages.

ARTICLE 4 – RAPPORT RELATIF AU PROJET ET DIMENSION EDUCATIVE

4-1 Pendant toute la durée de la présente convention, l'**association « HSF »** devra informer le SEBA de l'état d'avancement du projet. Cette information devra lui être transmise au minimum une fois par an.

A la demande du SEBA, une fois par an l'**association « HSF »** pourra être amenée à présenter l'avancement du projet devant le Comité Syndical ou toute autre instance du SEBA.

4-2 Dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des travaux du projet, objets de cette convention, l'**association « HSF »** remettra au SEBA :

- un rapport final de réalisation et de fonctionnement, sous forme papier et sous forme de fichier électronique. Ce rapport a pour but de permettre **au SEBA** de vérifier si le projet a été réalisé conformément à la présente convention. Ce rapport fera aussi l'état de l'efficacité du projet réalisé du point de vue technique, économique, social et humanitaire ; il sera axé sur les deux aspects clés que sont l'implication de la population et la viabilité du projet.
- un décompte des coûts du projet.
- la convention conclue entre l'**association « HSF »** et les bénéficiaires, dûment remplies et signées.

Annexe à la délibération n° 2.3 du Comité Syndical SEBA du 20/04/2015

L'**association « HSF »** informera immédiatement le SEBA de toute difficulté ou de tout retard qui, dans la réalisation, serait de nature à compromettre le respect du cadre de présentation du rapport.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

5.1. La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les parties concernées ; elle est consentie pour la durée de réalisation du projet et prendra fin en tout état de cause au plus tard le 31 décembre 2017.

5.2. L'**association « HSF »** informera immédiatement le SEBA de tout retard sur le calendrier prévu qui risquerait de compromettre les objectifs initiaux.

5.3. La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le "SEBA", par simple lettre recommandée avec demande d'avis de réception, si l'**association « HSF »** ne respecte pas un quelconque de ses engagements. Dans ce cas, le "SEBA" pourra suspendre ses versements et demander à l'**association « HSF »** le remboursement des sommes déjà versées au prorata des réalisations effectuées.

5.4. En cas de rupture de la convention par l'**association « HSF »**, le **SEBA** se réserve le droit de réclamer à l'**association « HSF »** le remboursement partiel ou total des paiements déjà effectués au prorata des réalisations effectuées ;

5.5. Les différends relatifs à la présente convention qui ne pourront être réglés à l'amiable seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

6.1. Toute visite sur le terrain de personnes du SEBA ou de ses représentants devra notamment se faire en concertation avec l'**association « HSF »**.

6.2. Mention de la participation du SEBA au financement du projet devra être faite sur tout panneau de chantier, publication ou communication y étant relatifs.

Fait en double exemplaire original.

A Largentière, le

Pour HSF

Pour le SEBA

Le Président

Le Président,